

Unité bi-départementale  
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres

Périgny, le 27/02/2025

ZI de Périgny  
Rue Edmé Mariotte  
17180 Périgny

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/01/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **OCEALIA**

51 rue Pierre Loti  
16100 Cognac

Références : 0007203565/2025/101  
Code AIOT : 0007203565

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/01/2025 dans l'établissement OCEALIA implanté Les Bois du Cher 17290 Chambon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- OCEALIA
- Les Bois du Cher 17290 Chambon
- Code AIOT : 0007203565
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société OCEALIA exploite sur la commune de Chambon (17290) des installations de stockage de céréales soumises à la législation des ICPE au titre de la rubrique 2160 pour cette activité.

**Thèmes de l'inspection :**

- situation administrative au regard de la réglementation ICPE,
- contrôle périodique,
- contrôle de l'accès aux installations,
- formation du personnel à la culture de la sécurité dans les silos,
- dispositifs de détection d'incident,
- caractère non-propagateur de la flamme des bandes transporteuses,
- vérification périodique des installations électriques,
- moyens de lutte contre l'incendie,
- empoussièrement.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 1	Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Contrôle périodique	Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article Annexe I §1.1.2	Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Culture de sécurité	Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article Annexe I §3.1	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
4	Dispositifs de détection d'incident	Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article Annexe I 4.16	Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
6	Vérification des installations électriques	Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article Annexe I §4.4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article Annexe I §4.3	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
8	Empoussièrement	Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article Annexe I §3.5	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	1 mois
9	Exploitation - entretien	Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article Point 3.2 de l'annexe I	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Qualification d'équipement : résistance au feu	Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article Annexe I §4.16	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit clarifier la situation administrative de son site et mettre en place des actions correctives sur les points suivants :

- contrôle périodique,
- contrôle de l'accès aux installations,
- formation du personnel à la culture de la sécurité dans les silos,
- dispositifs de détection d'incident,
- vérification périodique des installations électriques,
- moyens de lutte contre l'incendie,
- empoussièrement.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Situation administrative
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2160 sont soumises aux dispositions de l'annexe I. Les présentes dispositions s'appliquent sans préjudice des autres législations.
<b>Constats :</b> La responsable du site a indiqué à l'inspection que le site de Chambon était soumis à la législation des ICPE. Elle déclare exploiter un silo palplanches datant de 1988 composé de : <ul style="list-style-type: none"><li>• 4 cellules de 250 tonnes de capacité unitaire,</li><li>• 4 autres cellules de 120 tonnes de capacité unitaire.</li><li>• 2 boisseaux dont les capacités unitaires sont inférieures à 150 m<sup>3</sup> (à préciser),</li><li>• 2 fosses de réception.</li></ul> Sur le site, sont également exploitées : <ul style="list-style-type: none"><li>• 2 cellules métalliques cylindriques de 6350 m<sup>3</sup> de capacité unitaire selon les informations dont dispose l'inspection (dossier de déclaration déposé par la Coopérative Charente Alliance le 26 décembre 2013 aux services de la préfecture de la Charente-Maritime),</li><li>• 1 boisseau de chargement dont la capacité est à préciser,</li><li>• 1 séchoir de céréales.</li></ul> Selon les informations fournies le jour de la visite, la capacité totale de stockage est de 11 132 tonnes soit environ 14 647 m <sup>3</sup> (en prenant en compte un coefficient de 0,76 pour le blé). Au regard du tonnage, le site relève du régime de la déclaration avec contrôle périodique au titre de la rubrique 2160-2. Par la suite, l'exploitant a transmis par mail le 07/02/2025, les capacités totales des cellules de l'ancien silo palplanche (1500 m <sup>3</sup> ), des 2 cellules métalliques cylindriques construites en 2014 (12700 m <sup>3</sup> ) et trois boisseaux (2x30t = 60t, soit 79 m <sup>3</sup> et un boisseau de 150t, soit 197 m <sup>3</sup> ), soit un volume total indiqué de 14 476 m <sup>3</sup> (ce que l'exploitant précise être conforme au dossier de déclaration transmis au préfet en 2013). Or, le dossier transmis en 2013 ne fait état que de 6 cellules au niveau de l'ancien silo palplanches alors qu'il en comporte 8.

Le jour de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de mettre à disposition de l'inspection les récépissés de déclaration couvrant le site.

L'administration possède pour ce site les récépissés de déclaration suivants :

- récépissé de déclaration n° 8800024 du 2 juin 1988 pour l'exploitation d'un séchoir de céréales au titre des anciennes rubriques 89.2° et 153 bis par les établissements EDELINE-MASSE pour le site de Chambon,
- récépissé de changement d'exploitant du 17 mai 2010 pour l'exploitation des installations du site de Chambon au profit de la Coopérative Charente Alliance,
- récépissé de déclaration du 28 avril 2014 délivré à la Coopérative Charente Alliance pour l'exploitation d'un silo de stockage de céréales d'un volume de 14200 m<sup>3</sup> au titre de la rubrique 2160-2b (dans le cadre de l'extension d'un silo existant) et d'un séchoir de céréales de 4,7 MW de puissance au titre de la rubrique 2910-A2,
- Courrier de la préfecture du 11 octobre 2016 prenant acte du changement d'exploitant au profit de la société Océalia pour l'ensemble des sites exploités par la Coopérative Charente Alliance dont celui du site de Chambon.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet les plans du site et tout autre élément permettant de justifier les capacités de stockage des cellules du silo.

Il transmet également les éléments permettant de déterminer les différents volumes des boisseaux présents sur le site. Il est rappelé que seuls les boisseaux dont le volume unitaire est supérieur ou égal à 150 m<sup>3</sup> doivent être pris en compte dans le volume total de stockage de céréales du site.

Dans le cas d'un écart entre la(les) déclaration(s) antérieure(s) et l'activité actuelle du site, l'exploitant régularise la situation en procédant à une télédéclaration de modification.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection sur le site l'ensemble des récépissés de déclaration couvrant le site et permettant de justifier le régime de classement à déclaration (Cf. Point de contrôle n°2)

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 2 : Contrôle périodique**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article Annexe I §1.1.2

**Thème(s) :** Situation administrative, Contrôle périodique

**Prescription contrôlée :**

L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement.

Ces contrôles ont pour objet de vérifier la conformité de l'installation aux prescriptions repérées dans la présente annexe par le terme : " objet du contrôle ", éventuellement modifiées par arrêté préfectoral, lorsqu'elles lui sont applicables.

Les prescriptions dont le non-respect constitue une non-conformité majeure entraînant l'information du préfet dans les conditions prévues à l'article R. 512-59-1 sont repérées dans la présente annexe par la mention : " le non-respect de ce point relève d'une non-conformité

majeure ".

L'exploitant conserve le rapport de visite que l'organisme agréé lui adresse dans le dossier installations classées prévu au point 1.4. Si le rapport fait apparaître des non-conformités aux dispositions faisant l'objet du contrôle, l'exploitant met en œuvre les actions correctives nécessaires pour y remédier. Ces actions ainsi que leurs dates de mise en œuvre sont formalisées et conservées dans le dossier susmentionné.

**Constats :**

Selon les informations transmises par la société Bureau Veritas, le site a fait l'objet des derniers contrôles périodiques suivants :

- Visite initiale réalisée le 13 décembre 2023 au titre de la rubrique ICPE 2160 pour les installations de stockage de céréales,

La synthèse du rapport de contrôle fait état de 9 non-conformités majeures portant notamment sur les thématiques suivantes :

- situation administrative du site (volume total de stockage de céréales à justifier),
- le respect des distances par rapport aux limites de propriété (limites de propriété inconnues par l'exploitant),
- dispositions constructives du silo palplanche,
- dispositifs de désenfumage,
- protection contre la foudre,
- moyens de secours contre l'incendie.

Un contrôle complémentaire a été réalisé le 3 décembre 2024.

La synthèse du rapport de contrôle fait état des mêmes non-conformités que le précédent avec en plus une nouvelle non conformité majeure concernant l'absence de détecteur de bourrage sur les transporteurs à chaînes (TC) de l'ancien silo palplanches et notamment sur le TC de la fosse 1 et le TC de vidage des cellules.

En séance, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de la remise d'un échéancier de mise en conformité à l'organisme de contrôle suite à la visite initiale et au contrôle complémentaire. Par la suite l'exploitant a apporté quelques éléments de réponse à l'inspection par mail du 07/02/2025 sur les non-conformités majeures constatées par l'organisme de contrôle le 3 décembre 2024 sans toutefois s'engager sur un échéancier.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection le plan d'action mis en place pour lever l'ensemble des non-conformités observées dans les rapports de contrôles périodiques mentionnés ci-avant au titre de la rubrique 2160.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 3 : Culture de sécurité**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article Annexe I §3.1

**Thème(s) :** Surveillance des installations et formation du personnel

**Prescription contrôlée :**

L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément

désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.
<p><b>Constats :</b></p> <p>La responsable du silo n'est pas en possession d'un justificatif de désignation par son employeur indiquant qu'elle est amenée à assurer la surveillance de l'exploitation du silo.</p> <p>Les risques particuliers liés à l'activité du site sont notamment les risques incendie, explosion et poussières.</p> <p>Le jour de l'inspection, la responsable de silo n'a pas été en mesure d'apporter la justification du suivi d'une sensibilisation et/ou formation en lien avec ces risques.</p> <p>Un bilan des formations réalisées par la responsable du silo a été transmis à l'inspection le 07/02/2025.</p> <p>Ce bilan ne fait pas état d'une formation de sensibilisation sur les risques incendie, explosion et poussières.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- désigne nommément toutes les personnes amenées à assurer la surveillance des silos,</li> <li>- fait procéder à la sensibilisation/formation de(s) agent(s) silos aux risques particuliers liés à leur activité et aux questions de sécurité.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 4 : Dispositifs de détection d'incident

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article Annexe I 4.16
<b>Thème(s) :</b> Installations de transfert de grains
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations de dépoussiérage, élévateurs, transporteurs ou moteurs sont asservis à des dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et sont reliés à une alarme sonore ou visuelle.</p> <p>Les transporteurs à chaîne sont équipés de détecteurs de bourrage, les élévateurs sont équipés de détecteurs de déport de sangles et les transporteurs à bandes sont munis de capteurs de déport de bandes. De plus, les transporteurs à bandes et les élévateurs sont munis de contrôleurs de rotation.</p> <p>Ces capteurs arrêtent l'installation après une éventuelle temporisation limitée à quelques secondes.</p> <p>[...]</p> <p><b>Objet du contrôle :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- présence d'un asservissement de la manutention (le non-respect de ce point relève d'une non conformité majeure) ;</li> <li>- présence de capteurs de déport de bandes/sangles, de détecteurs de bourrage et de contrôleurs de rotation sur les équipements concernés (le non-respect de ce point relève d'une non conformité majeure)</li> </ul>

<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a procédé par sondage à la vérification de la présence des équipements importants pour la sécurité (contrôleurs de rotation et détecteurs de déport de sangle sur les élévateurs, détecteurs de bourrage sur les transporteurs à chaînes) sur les différents éléments de manutention des grains.</p> <p>Sur les équipements contrôlés, il a été constaté l'absence de détecteur de bourrage au niveau du transporteur à chaîne situé dans la galerie sur cellules de l'ancien silo palplanche (Cf. Point de contrôle n°2).</p> <p>La manutention est assurée par des élévateurs et des transporteurs à chaînes (absence de transporteurs à bandes sur les installations).</p> <p>Pendant l'inspection, il a été constaté le déclenchement du dispositif d'aspiration à plusieurs reprises alors que la manutention n'était plus en fonctionnement.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'exploitant met en place un détecteur de bourrage au niveau du transporteur à chaînes de la galerie supérieure du silo et s'assure que l'ensemble des dispositifs de détection obligatoires sont présents sur les différents éléments de la manutention des grains du silo.</li> </ul> <p>Dans le cas contraire, il transmet un échéancier de mise en conformité à l'inspection.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'exploitant confirme que la manutention et les installations de dépoussiérage sont asservies à ces dispositifs de détection et reliées à une alarme sonore ou visuelle. Il s'assure du bon fonctionnement de l'asservissement.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 5 : Qualification d'équipement : résistance au feu

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article Annexe I §4.16</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Transporteurs à bande</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les bandes de transporteurs respectent la norme NF EN ISO 340, version avril 2005, ou les normes NF EN 12881-1, version juillet 2008, et NF EN 12881-2, version juin 2008 (bandes difficilement propagatrices de la flamme). Cette disposition n'est applicable aux installations existantes qu'en cas de remplacement d'une bande de transporteurs.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site de Chambon n'est équipé d'aucune bande transporteuse, uniquement des transporteurs à chaînes.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 6 : Vérification des installations électriques

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article Annexe I §4.4</p>
---



<b>Thème(s) :</b> Équipements à l'origine de départ de feu
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Dans tout l'établissement, les installations électriques, y compris les canalisations, sont conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie. Les canalisations électriques ne sont pas une cause possible d'inflammation et sont convenablement protégées contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement un rapport annuel effectué par un organisme compétent.</p> <p>Ce rapport comporte :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une description des équipements et appareils présents dans les zones où peuvent apparaître des explosions, les conclusions de l'organisme quant à la conformité des installations ou les mesures à prendre pour assurer la conformité avec les dispositions du décret mentionné ci-dessus ;</li> <li>- les conclusions de l'organisme quant à la conformité des installations électriques dans tout le site et, le cas échéant, les mesures à prendre pour assurer la conformité avec les dispositions de l'article 422 de la norme NF C 15-100.</li> </ul> <p>L'ensemble des non-conformités est levé sous un an.</p> <p>Objet du contrôle :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- présentation du rapport ;</li> <li>- vérification de la mise en place d'actions correctives, avec éventuellement des délais (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les installations électriques ont fait l'objet d'une vérification périodique en 2024 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- au titre du code du travail (rapport Dekra n° 060541952401R001 du 07/06/2024).</li> </ul> <p>Le rapport Q18 fourni ne fait état d'aucune non-conformité.</p> <p>Le rapport de vérification au titre de la réglementation ICPE n'a pas été fourni par l'exploitant.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection le dernier rapport de vérification des installations électriques au titre de la réglementation ICPE (rubrique 2160) accompagné le cas échéant d'un échéancier en cas de non-conformités constatées.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 7 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article Annexe I §4.3
<b>Thème(s) :</b> Moyens de lutte contre l'incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant, correctement répartis sur la superficie à protéger et appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un ou plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux en nombre défini en fonction des sinistres potentiels, d'un débit minimum de 60 m<sup>3</sup>/h chacun pendant deux heures), publics ou privés, dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes d'une capacité en rapport avec le sinistre potentiel à combattre, au minimum de 120 m<sup>3</sup> ; la</li> </ul>

combinaison de ces moyens est possible, sous réserve de pouvoir disposer d'une ressource globale de 60 m<sup>3</sup>/h pendant deux heures exploitable par les engins de pompe ;

- des extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles.

Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;

- un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- des plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local ;
- des colonnes sèches dédiées.

Les canalisations constituant le réseau d'incendie sont indépendantes du réseau d'eau industrielle. Leurs sections sont calculées pour obtenir les débits et pressions nécessaires en n'importe quel emplacement.

Les emplacements des bouches d'incendie, des colonnes sèches ou des extincteurs sont matérialisés sur les sols et bâtiments (par exemple au moyen de pictogrammes). Les bouches, poteaux incendie ou prises d'eau diverses qui équipent le réseau sont protégés contre le gel et sont munis de raccords normalisés. Ils sont judicieusement répartis dans l'installation. Ces équipements sont accessibles en toute circonstance.

Le réseau d'eau incendie est conforme aux normes et aux réglementations en vigueur.

Les colonnes sèches sont en matériaux incombustibles. Elles sont prévues dans les tours de manutention et sont conformes aux normes et aux réglementations en vigueur.

Les dispositifs de lutte contre l'incendie sont correctement entretenus et maintenus en bon état de marche. Ils font l'objet de vérifications périodiques au moins annuelles.

Objet du contrôle :

- présence des moyens de secours contre l'incendie (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;
- visibilité et accessibilité des extincteurs (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;
- présence de plans comportant une description des dangers pour chaque local (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;
- présentation d'un justificatif de contrôle annuel des équipements (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).

#### **Constats :**

Le site est équipé d'une réserve incendie de 120 m<sup>3</sup> en bache souple.

Selon la base Hydraclis du SDIS17, cette réserve (ref : A17080.0020) a fait l'objet d'une reconnaissance opérationnelle par les services d'incendie et de secours le 02/04/2024 et il a été constaté une anomalie bloquante (Emploi/aspiration impossible) rendant celle-ci indisponible en l'état.

Cette réserve est toujours en attente d'une reconnaissance opérationnelle par les services du SDIS17 sur le site internet du SDIS17.

La visite a permis de constater l'absence de colonne sèche dans la tour de manutention du silo permettant de desservir en eau d'extinction les différents étages de la tour en cas d'incendie (Cf. Point de contrôle n°2).

Sur le terrain, l'inspection a procédé par sondage sur certains extincteurs à la vérification de

l'étiquetage par l'organisme de contrôle de la date effective du dernier contrôle annuel. Les extincteurs vérifiés disposaient bien de l'étiquette de marquage spécifiant le contrôle annuel du mois de mars 2024.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection les justificatifs de réalisation des travaux pour rendre opérationnelle la réserve incendie présente sur le site. Dans le cas contraire, il transmet un échéancier de réalisation pour la mise en conformité opérationnelle de cette réserve incendie. L'exploitant procède dans le respect des consignes et procédures établies, à la mise place d'une colonne sèche dans la tour de manutention du silo.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 8 : Empoussièrement**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article Annexe I §3.5

**Thème(s) :** Empoussièrement

**Prescription contrôlée :**

Tous les silos, ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel, sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les structures porteuses, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements.

La quantité de poussière n'est pas supérieure à 50 g/m<sup>2</sup>.

La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les consignes organisationnelles. Les dates de nettoyage sont indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Le nettoyage et les contrôles de la propreté sont renforcés dans les périodes de très forte activité et cela est précisé à travers des consignes écrites.

[...]

Objet du contrôle :

- si d'autres dispositifs de nettoyage sont utilisés (balais, air comprimé), existence d'une consigne écrite ;
- présentation du registre contenant les dates de nettoyage en adéquation avec la fréquence des nettoyages précisée dans les consignes et fixées par l'exploitant (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).

**Constats :**

Lors de la visite, il a été constaté un niveau d'empoussièrement assez important dans la tour de manutention du silo palplanche, au niveau de la fosse des élévateurs (les pas marquent au sol). Les consignes de sécurité relatives au nettoyage (CS du 05/2024.V1) font état de témoins d'empoussièrement placés au sol (croix d'empoussièrement) comme modalité de contrôle alors qu'aucune marque permettant d'aider la responsable du site à connaître le niveau d'empoussièrement n'est présente au sol dans cette zone.

Le jour de la visite, le site disposait d'un aspirateur mobile pour réaliser les opérations de

nettoyage.

Les installations ne disposent pas de colonnes de nettoyage dans le silo alors que ces dispositifs visent à améliorer significativement les conditions de nettoyage des installations notamment dans les zones difficilement accessibles.

L'inspection a consulté le registre de nettoyage du site au titre de l'année 2024.

L'étude du registre de nettoyage montre un non-respect des fréquences de nettoyage pour la tour de manutention qui doit être assuré a minima une fois par trimestre.

Selon la nouvelle responsable du site, les dernières opérations de nettoyage ont bien été réalisées mais non renseignées dans le registre papier du site.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant procède, dans le respect des consignes et procédures établies, au nettoyage des zones empoussiérées des installations du silo. Les justificatifs de nettoyage sont transmis sans délai à l'inspection.

L'exploitant renforce la fréquence des rondes de surveillance et de nettoyage des installations du silo et s'assure que les personnes opérant sur les installations de Chambon ont bien connaissance des consignes organisationnelles relatives aux opérations de nettoyage.

Il étudie la possibilité de mise en place de colonnes de nettoyage visant à améliorer significativement les conditions de nettoyage des installations notamment dans les zones difficilement accessibles.

Dans les zones non pourvues, l'exploitant met en place des marquages au sol (témoins d'empoussièrement) utilisés comme moyen de contrôle pour déclencher les opérations de nettoyage des installations dans les consignes de nettoyage du site.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 9 : Exploitation - entretien**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article Point 3.2 de l'annexe I

**Thème(s) :** Risques accidentels, Contrôle de l'accès

**Prescription contrôlée :**

Sans préjudice de réglementations spécifiques, toutes dispositions sont prises afin que les personnes non autorisées ou en dehors de toute surveillance ne puissent avoir accès aux installations (clôture, panneaux d'interdiction, etc.).

Objet du contrôle :

- présence d'un dispositif permettant le contrôle, la limitation de l'accès ou interdisant l'accès à l'établissement à toute personne étrangère à l'installation.

**Constats :**

La visite a permis de constater l'absence de clôture ou de panneaux d'interdiction d'accès aux installations du site sur certaines parties des limites du site notamment au niveau de l'entrée du site dans le prolongement du portail (la végétation présente ne permet pas d'interdire l'accès au site).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant met en œuvre les dispositions nécessaires (clôture, panneaux d'interdiction, etc.) afin que les personnes non autorisées ou en dehors de toute surveillance ne puissent avoir accès aux différentes installations du silo.

**Type de suites proposées :** Avec suites**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective**Proposition de délais :** 1 mois